



HAL
open science

La crise de l'économie de marché. L'économie politique à la rescousse

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La crise de l'économie de marché. L'économie politique à la rescousse. La crise de l'économie politique, Université d'Etat d'Economie de Saint-Petersbourg et Université Grenoble-Alpes, Jun 2015, Saint-Petersbourg, Russie. hal-02546423

HAL Id: hal-02546423

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02546423v1>

Submitted on 17 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise de l'économie de marché. L'économie politique à la rescousse Une interprétation libre de l'analyse de James Galbraith¹

Jacques Fontanel

**Document du Séminaire
La crise de l'économie politique
UNECON**

**Université d'Etat d'économie de Saint-Petersbourg
4 Juin 2015**

Résumé : La crise économique de 2008 n'était pas prévue par les économistes libéraux et néoclassiques. Partie des Etats-Unis, elle a singulièrement eu des effets importants dans tous les domaines de la vie sociale de la plupart des pays du monde, tribut à payer à la mondialisation. Les économistes ont utilisé plusieurs théories, des « cygnes noirs », aux « longues traînes », en passant par les bulles ou l'action de l'Etat. La théorie de la fin de l'histoire avait déjà une fin. Plusieurs économistes hétérodoxes avaient bien tiré la sonnette d'alarme sur la crise des innovations financières fondées sur un profit rapide mais précaire, mais une fois la crise déclenchée les solutions n'allaient pas de soi. Il s'est agi d'abord de protéger les banques, qui pourtant avaient été les premières coupables de la crise. Le caractère social et sociétal de la crise n'a pas été abordé, laissant ainsi les services publics et les inégalités sociales continuer les uns à fléchir, les autres à augmenter. A terme, c'est la démocratie qui risque d'être remplacée par une ploutocratie de fait.

Liberal and neo-classical economists did not foresee the economic crisis of 2008.. Originating in the United States, it has had a singularly important impact on all areas of social life in most countries of the world, a tribute to globalisation. Economists have used several theories, from "black swans", to "long tail", to bubbles or state action. The theory of the end of history had already come to an end. Several heterodox economists had sounded the alarm about the crisis of financial innovations based on rapid but precarious profit, but once the crisis was triggered, solutions were not self-evident. The first step was to protect the banks, which had been the primary culprits of the crisis. The social and societal nature of the crisis was not addressed, leaving public services and social inequalities to continue to decline and increase. In the long run, democracy is in danger of being replaced by a de facto plutocracy.

Mots clés : crise économique, économie politique, science économique, politique monétaire, politique économique
economic crisis, political economy, economic science, monetary policy

¹ Galbraith, J.K. (2015), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris.

Les crises économiques se succèdent. Les Etats comprennent qu'ils ont perdu le pouvoir d'entreprendre, les grandes firmes se sont substituées à eux. Elles ont réussi à remplacer la plupart des démocraties par une ploutocratie, l'exemple le plus frappant étant la Maison Blanche avec son Président et ses conseillers majoritairement milliardaires. Les réseaux sociaux sont fortement contestés quant à leur contenu, mais personne ne s'offusque que la plupart des journaux et des médias appartiennent aussi à d'autres hommes très riches. Certes, les journalistes cherchent à obtenir une forme d'indépendance rédactionnelle, mais le choix des personnes qui travaillent dans ces médias est fait directement ou indirectement par un dirigeant commandité par le Conseil d'administration. Dans ces conditions, comme pour l'évasion fiscale qui connaît une grande vague de prétendants riches, des spécialistes offrent leurs services pour fournir une information qui ne doit aucunement contredire les intérêts des propriétaires. Aujourd'hui, le citoyen est « cerné », dominé, par les leçons des scientifiques qui soutiennent les pouvoirs. Le procès de Gallilée serait encore possible aujourd'hui. Il est difficile de s'opposer aux grands intérêts économiques. Les gouvernements sont élus pour développer des services publics et des lois de justice, mais trop souvent ils vendent les premiers aux intérêts privés et les secondes sont suivies de niches d'exemption de toutes sortes qui, évidemment, ne profitent qu'aux grandes fortunes. Le trait paraît un peu gros, et pourtant il ne l'est pas tant que cela. Aujourd'hui, le pouvoir n'appartient pas au peuple, mais à ceux qui informent, lesquels sont dépendants de ceux qui dirigent les médias et influencent lourdement, lobbying oblige, les Parlements. Si une crise apparaît, il est alors demandé aux pauvres de faire des efforts, car sans les entreprises et la finance, l'économie ne peut plus embaucher².

Ainsi, les acteurs économiques qui organisaient le marché de l'immobilier ont été les principaux agents de la crise financière de 2008. Les spéculateurs n'hésitent pas souvent à parier sur l'effondrement d'un système économique si leur fortune personnelle est en jeu ou peut croître. En l'occurrence, tous les rapports officiels ont mis en évidence les erreurs, voire les méfaits, des institutions d'Etat et du secteur bancaire, lesquels sont allés aussi loin que l'irrespect des normes éthiques et juridiques. Dès lors, l'institution a sans doute construit de nouveaux garde-fous pour empêcher la cascade en dominos des économies nationales. Pour comprendre ces faits, les économistes n'offrent aucune analyse commune crédible, ils mettent en évidence des scénarios sur un « marché des idées », sur des hypothèses et

² Choubaeva, V., Fontanel, J. (2015), Les pays filous, ou les paradis fiscaux (en russe), Academy of Sciences, Sociological Institute, Saint-Petersbourg, 2015. [hal-01939424v1](#)

postulats qui n'ont pas pour objet de décrire une réalité mais de faciliter leur propre réflexion, dans le cénacle réduit de ceux qui savaient et savent encore. Les économistes sont plus reconnus pour la qualité de leurs formulations mathématiques ou l'élégance de leurs démonstrations que pour l'utilité ou la véracité de leurs conclusions. Trop souvent, les explications rationnelles se fondent sur un passé, lequel, malheureusement, n'explique que les réalités d'hier au crible des interprétations politiques souvent partisans d'aujourd'hui. Ainsi, ces analyses sont souvent de simples jeux intellectuels ou d'actes politiques qui conduisent à réduire le champ du possible dans l'action en vue de la défense d'intérêts politiques, économiques ou académiques. Personne ne conteste l'intérêt du PIB³, l'agrégat le plus utilisé pour expliquer la bonne gestion d'un pays. Pourtant, avec la mondialisation, et l'essor des firmes multinationales, ce concept a depuis longtemps perdu de son acuité. Il constitue un masque des réalités économiques et sociales et produit des tâches aveugles concernant le patrimoine, l'écologie, l'environnement ou le réchauffement climatique. L'idée encore aujourd'hui, c'est d'accélérer la croissance pour avoir les moyens de tenir compte de l'environnement, alors que la croissance économique pratiquée aujourd'hui conduit inexorablement à des catastrophes écologiques et climatiques à court terme.

Les théories de la crise économique internationale

Pour évacuer la question des responsabilités, plusieurs théories ont été avancées, lesquelles ne font pas spécialement honneur à l'économie politique, encore moins à ceux qui pensent que l'économie est une science.

- La théorie des « cygnes noirs » met en avant l'existence inopinée de certains phénomènes qui ne sont pas prévisibles dans le temps et dans l'espace même si l'on sait qu'ils peuvent quand même se produire, sans que nous puissions en comprendre le déclencheur. C'est le cas des crises financières. Pour plusieurs analystes, personne ne pouvait prévoir la crise de 2008. Pourtant, bien des économistes avaient annoncé cette catastrophe, mais ils étaient classés parmi les hétérodoxes, ceux qui s'écartent du courant dominant, lequel choisit parmi les siens les chercheurs et professeurs installés dans les Universités, les entreprises ou les administrations. Aujourd'hui encore, les théoriciens considèrent que ces hétérodoxes ne sont que de simples alarmistes permanents qui ont eu raison en dépit de toute rationalité. C'est ignorer un peu vite que les crises ne sont pas rares, dans de nombreux pays, chaque année, en Amérique latine, en Russie, au Japon, dans la zone euro ou celle du dollar. Comme pour la pandémie du

³ Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2015), Le PIB, a signification et ses limites, in « Relations internationales contemporaines, (J-F. Guilhaudis), LexisNevis, Paris.

coronavirus, tous les pays sont concernés, pays développés, pays émergents, pays en développement et le système financier se transforme en un casino géant dont les occupants s'exercent au bandit-manchot.

- La théorie des « longues traînes » considère que la distribution des erreurs répond aux règles de la loi normale, mais il est difficile de déterminer leur fréquence et surtout le moment où les instabilités du système produisent la crise. Les risques sont, a priori, difficilement calculables, notamment sa profondeur, ses localisations, sa durée. Or, les crises ou les menaces de crise sont très fréquentes, de plus en plus au fur et à mesure où la mondialisation réduit le pouvoir des Etats pour l'abandonner aux actions marchandes des firmes multinationales, lesquelles s'avèrent suffisamment fortes pour influencer les lois et les règles encore disponibles. On sait qu'il y aura une crise, mais les risques sont difficilement calculables, ainsi que la profondeur de l'écart par rapport à la moyenne attendue. Au fond, tout le modèle mis en place dans le système de globalisation économique d'aujourd'hui présuppose qu'il n'y aura pas de crise, que s'il y en a une le système de marché l'absorbera automatiquement et donc qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure sur leur apparition. Souvent d'ailleurs, au moment de la crise, l'Etat est jugé responsable et tous les acteurs économiques lui demandent alors de trouver les solutions qu'il paiera plus tard d'un endettement croissant qui lui sera évidemment reproché comme l'expression d'une mauvaise gestion des biens publics nationaux.

- Les « bulles », c'est un phénomène physique mécanique, indiquant un phénomène quasi inévitable, un excès de production ou de spéculation qui tout-à-coup éclate, sans que ce phénomène soit prévisible, au moins à ce moment là. Ce sont pourtant des épiphénomènes, et tout redevient normal lorsqu'elles ont éclaté. Cependant, le système est supposé avoir un comportement normal, et l'éclatement de la bulle n'est pas prévisible, on ne peut la comprendre qu'après coup. Dans ce contexte, les responsables de la FED considèrent qu'il ne faut pas s'alarmer en cas de bulle, même si elles ne sont pas inoffensives ; il est donc inutile de réglementer, d'intervenir, il faut laisser-faire. La crise finie, tout redevient normal, jusqu'à ce que de nouveaux chocs, notamment politiques, fragilisent le système et conduisent à de nouvelles crises.

- L'action économique et politique de l'Etat est souvent considérée comme l'élément déclencheur des crises. Dans le cas de la crise internationale de 2008, la loi « Community Reinvestment Act » promulguée en 1977 n'a pas respecté la libre compétition, en faisant obligation aux banques d'accorder des prêts dans toutes les localités où elles collectent les dépôts. Fannie Mae et Freddy Mac (parrainées par l'Etat, mais privées) ont acheté des prêts

hypothécaires sur le marché privé pour partager les risques et refinancer les prêteurs. Ce faisant, elles ont encouragé les emprunteurs insolvables à s'engager dans des emprunts en jouissant ainsi d'une garantie implicite contre les pertes. L'intervention de l'Etat pour favoriser l'achat immobilier de familles à faible revenu a conduit inéluctablement à des financements de prêts hypothécaires non traditionnels (NTM, nontraditional mortgages), dont le défaut de paiement a été à l'origine du naufrage du système. Quand l'action publique perturbe la rationalité des acteurs économiques, les marchés deviennent inefficaces, car elle remet en cause les conditions normales d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits. Dans l'esprit du public, Fannie Mac et Freddy Mac étaient trop importants pour connaître la faillite (too big to fail), grâce au filet de sécurité offert par les autorités publiques. Cet encouragement de l'expansion de la propriété avec les prêts hypothécaires soutenu par l'Etat a conduit à une expression généralisée d'aléa moral.

- Le système financier et bancaire ne se reconnaît pas de responsabilité particulière dans les crises économiques reprenant toujours cette fameuse théorie quantitative de la monnaie selon laquelle la monnaie serait économiquement neutre. Cependant, la monnaie n'est pas seulement un instrument d'échange et de compte, c'est aussi un instrument de réserve. Véritable « pont entre le présent et le futur » (Keynes), la monnaie dispose d'un pouvoir libérateur à l'intérieur de sa zone, elle se transforme rapidement en actifs financiers plus ou moins liquides en investissements, mais son efficacité dépend de la confiance que lui accorde (ou non) les agents économiques. Avec les Accords de Bretton Woods, le système de change fixe, décidé par le Fonds Monétaire International, était contrôlé en fait par le Trésor des Etats-Unis. En 1971, la décision du Président Nixon de revenir sur le lien entre le dollar et l'or a permis à Washington de disposer d'une devise internationale contrôlée par elle-même sur la base du « benign neglect », ce qui lui a donné une force économique et politique considérable dans les échanges internationaux.

Après avoir constitué des réserves exprimées en dollar/or, les membres du FMI ont été obligés de conserver leurs dollars, sans référence à l'or. Or, le dollar comme monnaie internationale ne répond plus aux critères économiques de cette fonction, au regard de l'importance de l'endettement public et privé des Etats-Unis. Pourtant, le système monétaire fonctionne toujours avec le dollar comme référent principal, sans doute parce que les Etats-Unis sont la première puissance économique et militaire mondiale et que le système économique américain se présente « in fine » comme le sanctuaire du capitalisme⁴. En outre, le système mondial souffre des risques

⁴ Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, Paris

excessifs de solvabilité sur les marchés financiers et de l'absence de rééquilibrage des balances commerciales. Les Etats sont soupçonnés de mener parfois une « guerre des monnaies », à coup de dévaluations successives, ce qui accroît les tensions politiques entre les pays. Dans une « guerre monétaire », les pays engagent un conflit fondé sur « l'appauvrissement du voisin » (beggar thy neighbour). En dévaluant, les Etats exportent la déflation et la récession vers leurs voisins. La monnaie n'est vraiment pas neutre et elle est susceptible de créer des conflits économiques graves. Pour Donald Trump, la Chine, le Japon et l'Allemagne (sic) maintiennent un yuan, un yen et un euro bas en vue de doper leurs exportations, ce qui érode la compétitivité américaine. Pour favoriser le « made in America », il décide d'appliquer de nouveaux droits de douane, tout en insistant auprès du Trésor et de la FED pour faire baisser la valeur du dollar. Il considère que la finance est un outil et une arme pour la sécurité nationale de son pays. Or, la puissance économique et financière de Washington n'est pas fondée simplement sur le contenu de sa production intérieure des biens et services, elle est renforcée aussi toutes les entreprises multinationales d'origine américaine disposant d'implantations disséminées dans le monde, et qui fonctionnent principalement sur la base du dollar. Cette bataille de compétitivité risque de remettre en cause le fonctionnement et les règles définies par les organisations internationales (FMI, OMC). Pékin, souvent accusé de choisir un taux de change qui lui est favorable, a pourtant tendance à suivre les variations du dollar pour définir la valeur internationale du renminbi (yuan). Avec l'action protectionniste de la Maison Blanche, la confiance dans le dollar peut évoluer et remettre en cause les règles internationales qui prévalent aujourd'hui.

- La création de l'euro a marqué l'histoire monétaire, car plusieurs pays ont délibérément abandonné leur souveraineté monétaire au profit d'une institution supranationale. Il a fallu greffer un Pacte de stabilité, avec la mise en place d'une discipline économique acceptée par tous les Etats membres, afin de donner des signes forts de confiance mutuelle. La Banque européenne a pour fonction **de** contrôler les tensions inflationnistes de la zone euro. La « théorie de l'engrenage » devait favoriser une cohésion des politiques économiques des Etats membres. Aujourd'hui, l'euro se présente comme un facteur supplémentaire de réduction des tensions internationales, c'est un instrument de paix, au moins à l'intérieur de la zone considérée. Il a sans doute protégé l'Europe de nombreux chocs externes, concernant notamment le terrorisme, les guerres en Irak et en Afghanistan, les crises financières récurrentes, les évolutions erratiques des prix pétroliers, car il a évité le ballet permanent des dévaluations et réévaluations à l'intérieur de la zone. Cependant, l'Allemagne est le principal bénéficiaire des rapports de force économiques et politiques du système mis en place, car les

hétérogénéités économiques et sociales des Etats Membres n'ont pas été prises en compte. Or, l'Europe ne peut négliger plus longtemps les politiques « sociales ». Le risque n'est plus dans le potentiel de guerre entre les Etats de la zone, il est dans l'expression des luttes politiques sociales nationales, susceptibles de s'élargir à d'autres pays membres de la zone, fondées sur le rejet de l'Europe, de l'euro et de la globalisation. La guerre sociale et politique est alors susceptible de remettre en cause les adhésions des peuples aux systèmes monétaires internationaux existants.

- La crise économique est aussi le résultat de l'accroissement croissant des inégalités⁵. Karl Marx en avait déjà fait la base de la crise capitaliste, avec le principe de paupérisation relative (agrandissement des écarts de revenus et patrimoines entre des riches de plus en plus riches et les prolétaires) et absolue (les prolétaires deviennent de plus en plus pauvres et en sont réduit à vivre avec un revenu égal au minimum vital, celui qui permet seulement de reconstituer sa force de travail). La crise peut apparaître à la suite d'une répartition des revenus et des patrimoines de plus en plus inégalitaires. Il ne s'agit plus de mettre en avant le minimum vital, la misère ou la faim, il s'agit d'un système qui crée des besoins marchands continus que la grande majorité des consommateurs potentiels sont dans l'incapacité d'acheter sans emprunt à la consommation, rendant leur situation économique et sociale encore plus précaire dans l'avenir. L'endettement transforme le mode de vie des personnes, obligées de faire face à des remboursements de plus en plus difficiles. En outre, l'Etat n'est plus toujours en mesure de maintenir l'éducation pour les enfants des milieux défavorisés, car l'impôt et les prestations sociales sont fortement rejetés par les forces vives et riches de la Nation qui influencent et même s'approprient parfois les décisions politiques, économiques et sociales des autorités publiques, au nom de leur compétence dans l'économie de marché.

La victoire de la croissance nationale à tout prix du keynésianisme

Au XIXe siècle, l'économie était bien la science lugubre. Pour Ricardo ou Malthus, à terme, les salaires étaient sensés, à terme, ne plus s'élever durablement au-dessus du minimum vital, celui de la subsistance. Dans cette analyse, les machines diminuent le prix des marchandises et raccourcissent relativement le temps de travail des hommes, afin de créer une armée de réserve. Dans ce contexte, compte tenu de la loi de la population, les gains

⁵ Fontanel, J., Samson, I. (2007), Ethique, solidarité et économie mondialisée, in « Questions d'éthique », L'Harmattan, Paris, 2007. Fontanel, J. (2009), Les organisations non gouvernementales, ou la lutte contre la pauvreté et la dignité de l'homme in Fontanel, J., Bensahel-Perrin, L., Corvaisier-Drouart, B. Les Organisations Non Gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, 2009

conjoncturels des ouvriers ne peut être que transitoires. L'économie stationnaire est l'avenir de l'homme, une société où le minimum vital est tout juste assuré pour les survivants. Marx inclura à la fois la fin inéluctable du capitalisme rongé par des inégalités si croissantes qu'elles seront la cause de la révolution des prolétaires pour construire d'abord un socialisme, puis le communisme.

Le XXe siècle sera à la fois des instants d'extrêmes barbaries et de guerres, mais aussi un moment de sauts épistémologiques incontestables. Les capacités humaines se sont développées avec les destructions créatrices et l'effondrement du régime d'accumulation victorien. Avec l'émergence du socialisme, la planification ce n'était plus le marché à déterminer l'ensemble des prix et des salaires, le contrôle plus ou moins affirmé de l'Etat était alors revendiqué. Après la seconde guerre mondiale, les économies connurent des années fastes, les fameuses 30 glorieuses. Les Etats-Unis sont alors devenu le pays le plus puissant du monde économiquement, culturellement, militairement. L'énergie était bon marché, les Blancs étaient dominants, les taux d'intérêts relativement faibles, un seul travail par famille suffisait, les emplois étaient syndicalisés et protégés. Les progrès sanitaires ont inexorablement fait monter l'espérance vie de tous les citoyens, même si des disparités non négligeables existent encore selon les catégories sociales.

Les économistes avaient un regard sur la croissance à long terme, en utilisant quatre variables essentielles, la croissance démographique, les changements technologiques, l'épargne et l'investissement. La première variable était, à court terme, jugée constante. La technologie était supposée dépendre de la science et des inventions souvent issues des laboratoires de l'Etat, mais il s'agissait alors d'un choc « exogène » qui n'était que très difficilement inclus dans l'analyse elle-même. De ce fait, les économistes ont d'abord privilégié la relation entre l'épargne et l'investissement, avec la fameuse en évidence la fameuse « règle d'or » selon laquelle si l'épargne est une fuite du circuit de la consommation, il en faut cependant suffisamment pour engager les investissements nécessaires. Le taux d'intérêt, ce pont entre le présent et l'avenir, déterminait le choix entre les fonds prêtables ou la préférence pour la liquidité. Aucune référence n'apparaissait concernant la répartition des revenus et des patrimoines, elle était supposée n'être qu'un résultat issu du mode de production lui-même fondé sur la concurrence et les complémentarités entre les travailleurs eux-mêmes et les machines. D'ailleurs, les économistes limitaient toujours leurs raisonnements aux deux facteurs de production essentiels, le travail et le capital. La croissance était alors supposée sans limite, il suffisait, selon la théorie de Rostow⁶, atteindre le niveau du décollage économique pour engager l'économie nationale à travers tous les stades de développement, et notamment celui de la

⁶ Rostow, W.W. (1970), Les étapes de la croissance économique, Le Seuil, Paris.

consommation de masse dans son apogée éternelle. Les modèles de croissance étaient de nature « dichotomique ». Les banques et les établissements financiers n'étaient considérés que de simples intermédiaires, sans influence sur la croissance réelle. La réglementation bancaire n'était pas toujours très suivie, sauf peut-être pour protéger les épargnants, avec l'existence de banques de dépôts.

Dans ce contexte, la croissance régulière était revendiquée dans le cadre d'une société équitable. Chaque facteur de production était payé à son efficacité marginale, ce qui supposait par ailleurs que les rendements d'échelle étaient toujours constants (ce qui est une autre hypothèse héroïque). Les salaires dépendaient, pour les fonctionnaires des indices fixés par l'Etat, et pour les entreprises privées par une négociation entre les syndicats et les propriétaires, toujours sur la base de la productivité marginale de l'ensemble des salariés. Si les innovations faisant l'objet de brevets, ils donnaient à leurs dépositaires, pour un temps relativement long, une situation de monopole. Cependant, l'Etat contrôlait par les « lois antitrust », L'Etat contrôlait leur fonctionnement lorsque cette place dominante faussait le système de la concurrence. Cela n'était pas toujours vérifié, bien sûr, mais c'était toujours possible, au cas où !

L'action de l'Etat était bien revendiquée, notamment avec la politique dite de « fine tuning », qui avait pour utilité de manœuvrer finement les outils de la politique économique afin de maintenir le système dans la voie de la croissance économique et de produire. Pour les Keynésiens, il s'agissait pour l'Etat d'engager des politiques structurelles de stabilisation contra-cyclique destinées à soutenir la croissance dans les périodes de crise économique. Dans ce contexte, l'Etat était d'abord considéré comme le gendarme d'un marché, chargé de faire respecter les lois économiques, de présenter un budget en équilibre (pour éviter les effets d'éviction) et produire quelques « biens publics » comme les routes, l'éducation ou un système de santé. Il incombait à l'Etat d'assurer le plein emploi, une revendication qui était nouvelle pour les économistes. Avec la courbe de Phillips, l'Etat était interpellé sur le choix à faire entre un peu plus d'inflation pour un peu moins de chômage et vice versa. Simon Kuznets⁷ considérait même qu'après la transition de l'agriculture vers l'industrie, les inégalités sociales diminueraient, notamment grâce à l'action de l'Etat providence de type social-démocrate. L'action de l'Etat pour une redistribution des revenus était souvent exigée par les Parlements démocratiques, mais son utilité n'était pourtant pas acceptée par les vainqueurs de la compétition économique internationale. Il en a résulté des politiques d'optimisation fiscales ou des actions de lobbying en faveur des firmes qui ont contrevenu à la recherche d'une démocratie économique et sociale. Les politiques budgétaires qui

⁷ Kuznets, S. ((1955), Economic Growth and Income Inequality, American Economic Review, mars. Vol 54(1).

avaient aussi pour vocation de réduire partiellement les inégalités déstabilisantes ont été contestées et il sera principalement demandé à la politique monétaire de lutter contre les seules tensions inflationnistes.

Avec le processus de la mondialisation, le rôle des Etats dans le domaine de l'économie internationale est fortement contesté. Les organisations économiques internationales cherchent à réduire le potentiel de crise économique internationale, mais leurs moyens et leur rôle ne leur permettent pas d'être efficace selon les contextes. Ces analyses n'intégraient pas la rareté des ressources naturelles, leurs coûts, la pollution, le changement climatique, la répartition des richesses, les violences étatiques ou la qualité biologiques des produits. Les ressources des matières premières et énergétiques étaient jugées infinies. Ma notion de pic du pétrole s'est progressivement fait une place dans la littérature économique, mais les réserves ont été redécouvertes, ce qui a eu pour résultat l'enterrement pur et simple d'un problème qui est pollué par les intérêts des grandes firmes pétrolières. De même, les économistes n'ont que trop peu accordé d'attention à la décolonisation, aux guerres, aux armes économiques, à l'influence de l'URSS sur de nombreux pays, à l'exercice de la domination du dollar, à la mise en place d'un marché commun européen ou aux actions des organisations économiques internationales.

Au fond, les économistes utilisent des modèles sont les hypothèses étaient éloignées des conditions réelles de la production et de la redistribution des revenus. La recherche de la croissance à tout prix a rejeté les objectifs d'équité et de répartition optimale des patrimoines. La course vers le « toujours plus » est toujours engagée. Il y a donc crise lorsque la croissance n'est plus au rendez-vous, quelle que soit son contenu, son intérêt pour les générations futures, ses perdants du système concurrentiel et leurs affidés. Croître est la solution à tous les problèmes, et cette croissance s'exprime par le Produit Intérieur Brut, lequel est parfois accompagné d'une estimation assez floue du chômage. La croissance économique est devenue une norme, une nécessité normale mais aussi implacable. Elle est supposée à terme se répartir sur toute la population, avec la théorie du « ruissellement ». Or, pour Deleuze et Guattari, le capitalisme est schizophrénique⁸. « Le manque est aménagé, organisé dans la production sociale. Il est produit par l'instance d'antiproduction qui se rabat sur les forces productives et se les approprie. Il n'est jamais premier. La production n'est jamais organisée en fonction d'un manque antérieur, c'est le manque qui vient se loger, se vacuoliser, se propager, d'après l'organisation d'une production préalable. C'est l'art d'une classe dominante, cette pratique du vide comme économie de marché : organiser le manque dans l'abondance de production, faire basculer tout le désir dans la grande peur de manquer, faire dépendre l'objet

⁸ Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *Capitalisme et schizophrénie ? L'anti-Œdipe*, Les Editions de Minuit. Paris.

d'une production réelle qu'on suppose extérieure au désir (les exigences de la rationalité), tandis que la production du désir passe dans le fantasme (rien d'autre que le fantasme)⁹. La rareté est organisée comme condition du maintien du système et de ses privilèges. Le capitaliste accumule pour le profit et le pouvoir, il n'a jamais l'idée de servir l'intérêt général.

L'ouverture vers la globalisation prônée et dominée par les Etats-Unis

Le keynésianisme a progressivement perdu ses lettres de noblesse. L'Etat se voit retirer la gestion publique du cycle des affaires et la politique de l'emploi, même si les efforts publics subsistent dans les périodes de grande précarité. La globalisation est en train de remplir son œuvre, réduire autant que possible les interventions des autorités publiques. Pourtant, Washington a souvent conduit une politique hamiltonienne de protection et de soutien à son économie nationale. A chaque crise économique, il est fait appel aux autorités publiques américaines ou françaises pour augmenter les dépenses publiques, développer les subventions aux entreprises privées, engager de nouveaux travaux publics, réduire les taux d'intérêt, contrôler les prix et les salaires ou réguler la concurrence internationale. L'essor de la globalisation a été renforcé, par la récolte de l'OPEP en 1973, organisation des exportateurs de pétrole qui ont recouru à un embargo, puis à des quotas, pour obtenir une multiplication par 4 (quatre) des prix de leurs matières premières, afin de récupérer une partie de la rente à leur profit. Il en a résulté une perte de pouvoir d'achat pour les pays industriels non producteurs de pétrole et des revenus faramineux pour quelques potentats du Golfe Persique. Il en a résulté une récession, même si des masses considérables de placements des pays exportateurs de pétrole s'installèrent dans les pays développés. Le choix pétrolier modifiait ainsi les rapports de force. Les ressources naturelles redevaient essentielles à la croissance mondiale, les économistes ne pouvaient plus l'ignorer par commodité d'analyse. Les Etats-Unis connurent alors une crise économique qui va modifier profondément à terme le processus de développement économique, même si la « croissance à tout prix » était toujours la norme principale d'action. Washington engagea une politique mercantiliste de dévaluation du dollar afin d'améliorer sa balance commerciale, d'accroître la compétitivité des entreprises et de mener une politique plus protectionniste, malgré sa défense officielle du libre-échange et la puissance du système financier national. En payant le pétrole en dollar (créances du Trésor public libellés en dollars), le pétrole a été payé par une carte de crédit dont la facture n'a jamais été réglée par Ronald Reagan. C'est dans ce contexte que le monétarisme de Milton Friedman s'est imposé pour combattre l'inflation, laquelle est le facteur

⁹ Idem. P. 35.

principal du chômage par la perte de compétitivité qu'elle produit sur les entreprises nationales. La stabilité des prix, l'économie de l'offre (avec une fiscalité incitative reportant l'impôt sur la consommation plutôt que sur l'épargne) et le libre jeu du marché se substituèrent alors comme objectif à la doxa keynésienne. Il est alors état d'une recherche de confiance, d'anticipations rationnelles, d'incitations. Le Rapport Meadows du Club de Rome sur les limites de la croissance avait pourtant déjà lancé un appel très fort sur les conséquences d'une production sans cesse croissante. Ce défi ne fut pas repris par les économistes, qui rejetèrent même l'idée de limites à la croissance confiants dans la capacité des hommes à trouver des solutions inventives aux problèmes posés dans l'avenir.

A son arrivée, Ronald Reagan a eu pour ambition de rétablir la puissance américaine, déjà fortement mise à mal avec les taux de changes variables, la révolte de l'OPEP, la crise en Iran avec la chute du shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny et la reconnaissance de la primauté militaire de l'URSS. Il s'agissait aussi de préserver le niveau et le mode de vie des Américain, au moins dans les discours officiels. La FED, dirigée par Paul Volcker, a conduit une stratégie fondée sur le taux d'intérêt mondial du dollar, comme une arme pour dévaloriser progressivement les nouveaux cours du pétrole. Lorsque le prix du pétrole, dont dépendaient presque toutes les économies nationales, a augmenté, la plupart des pays se sont endettés auprès du système bancaire des Etats-Unis, à l'exclusion de l'URSS, de la Chine et de l'Inde. Sous la pression des taux d'intérêt élevés, le dollar a repris sa valeur. Les pays en développement se sont considérablement endettés et ils ont été conduits à réduire leurs prix des matières premières nationales. Un programme de réduction d'impôt et un fort programme de dépenses militaires (notamment avec l'ouverture du programme IDS, Initiative de Défense Stratégique) a relancé l'économie américaine. La hausse des taux d'intérêt et celle du dollar ont provoqué un fort déficit commercial, mais l'économie mondiale, privée du rapport entre le dollar et l'or des Accords de Bretton Woods, a continué à faire des réserves en bons du Trésor dollars (ce qui normalement n'est guère justifié par la théorie néo-classique sans le recours aux rapports de force politique favorables à Washington. Dans ce contexte, le prix du pétrole va diminuer ce qui va considérablement affaiblir l'URSS, incapable d'investir encore plus dans un complexe militaro-industriel qui aura été sans doute le facteur dominant de l'épuisement économique de l'Union soviétique. Avec la concurrence internationale, les prix et les salaires ont été contenus et « l'American Way of Life » a été maintenu par le seul endettement accru des ménages. Avec l'effondrement de l'URSS, nonobstant la question des salaires moyens et faibles stagnants et la guerre au Koweït contre l'Irak, la situation économique des Etats-Unis s'est rapidement améliorée, grâce à une

libéralisation des marchés financiers, à l'essor des activités de service et à la généralisation des postes informatiques.

La science économique de l'école de Chicago s'est imposée dans le monde. Elle devenait de plus en plus simpliste dans les faits et absconse dans ses démonstrations, bardées de mathématiques sophistiquées dont l'objet n'était pas « d'instruire, mais d'intimider », selon James Galbraith. L'économie n'avait que faire des réflexions géopolitiques, géophysiques, financières. Les agents représentatifs sont parfaitement identifiables, semblables, immuables. Sur cette base, il s'agissait alors de déterminer un équilibre mondial « sans frictions ». Sur cette base, des hypothèses plus réalistes étaient introduites à la marge, en vue de greffer un peu de l'économie réelle dans ce monde d'anticipations rationnelles. La pensée néoclassique et monétariste dominante rejetait alors toutes les analyses qui n'utilisent pas les postulats, axiomes et hypothèses de base. Les conflits, les guerres, les menaces de guerre, les conflits internes, tout cela n'inquiète pas les économistes, malgré le chemin plus que millénaire des guerres dans le développement des économies les plus puissantes. La « pax americana » a cherché d'abord à liquider les empires historiques, de lutter contre le communisme de l'URSS et de repousser les tensions révolutionnaires. La stabilisation financière des Etats-Unis doit beaucoup à sa position impérialiste qui lui permet de bénéficier, sans coût, de grands déficits commerciaux, grâce à l'émission des bons du Trésor. Les bons d'Etat américains restent toujours un refuge, ils sont plus puissants que les moyens militaires pour valoriser la puissance des Etats-Unis¹⁰. Cependant, quand les ressources naturelles deviennent rares, l'espace temps se réduit et les conflits sur la répartition des richesses s'intensifient. Les politiques de l'Etat influence alors le comportement des acteurs économiques.

Cette période est marquée par l'avènement irrésistible des technologies numériques... Le progrès technique n'a pas toujours cherché à diminuer la fatigue quotidienne de l'homme, il a pour but d'accélérer les profits. Les technologies nouvelles cherchent à économiser les coûts de la main d'œuvre, notamment avec les équipements numériques. Les revenus sont alors monopolisés par les propriétaires des entreprises et les pays développés connaissent alors une pression à la baisse du coût du travail. Pour Schumpeter, la technologie détruit au moins autant d'emplois qu'il n'en crée. C'est le processus de destruction créatrice. On embauche de nouvelles compétences, on détruit d'autres emplois traditionnels. La révolution numérique met des pans entiers de l'économie à l'état de friches industrielles, mais il s'agit, pour répondre aux règles de gestion fixées au début du XIXe siècle par Ford, de biens que la classe ouvrière peut acheter. En outre, l'obsolescence programmée permet d'accroître les profits sur le

¹⁰ Gordon, R. (2012) Is US Economic growth over ? Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

long terme. Les logiciels ont une durée de vie infinie il faut les rendre obsolètes. Cependant, la valeur à conférer à un service, le fameux surplus du consommateur, n'est pas vraiment connue et un service sans prix disparaît du calcul du PIB. Le résultat net de ce type de cette technologie fait apparaître un choix plus favorable au capital par rapport au travail et l'essor incontrôlable des inégalités sociales lors du retour de la croissance. Chaque génération a connu ces révolutions épistémologiques et la crise. Cependant, les technologies numériques connaissent des baisses de prix constantes et elles économisent du travail et du capital. Pour Robert Gordon, il y a aujourd'hui un épuisement progressif des possibilités qui va mettre fin à la croissance. Le smartphone n'est qu'un modèle réduit du téléphone, il n'apporte rien à la survie, à la santé et très peu au confort collectif. Quel est l'intérêt de Twitter ou de Facebook ? Il est difficile de faire un constat intergénérationnel. Les économistes en sont revenus à leurs schémas anciens, à un moment ou à un autre, la situation va se rétablir, mathématiquement au moins. L'évolution cyclique est une hypothèse incontournable. Pour les uns, il faut attendre les nouvelles opportunités, pour les autres il faut agir, établir des plans de stimulation qui rétabliront la situation. Or, contrairement aux dires des keynésiens, une hausse des dépenses ne conduit pas nécessairement à de nouveaux emplois, surtout si cet argent est utilisé au désendettement, à des technologies de type « labour saving » ou à l'achat de produits étrangers. Les économistes libéraux considèrent que le rôle de l'Etat dans la sphère économique est discutable et souvent peu efficace au regard des capacités naturelles des marchés de s'autoréguler

En revanche, s'il existe une forte défiance quant à sa capacité à engager des décisions de politique économique satisfaisante, l'action de l'Etat gendarme est revendiquée, aussi bien en interne qu'au niveau international. L'Etat est souvent accusé de n'avoir pas su protéger ses citoyens, mais en même temps il devient un recours pour lutter contre les effets de la crise.

Après l'effondrement de l'URSS, les Etats-Unis sont redevenus la superpuissance militaire et économique. Les capitaux ont afflué vers les Etats-Unis et les nouvelles technologies digitales ont commencé leur prodigieuse ascension. La situation économique des Etats-Unis s'est rapidement améliorée, grâce à une libéralisation des marchés financiers, à l'essor des activités de service et à la généralisation des postes informatiques. Les Etats-Unis se sont servis de sa force pour éviter de parler des limites de la croissance. Washington a toujours su que les autres pays n'atteindraient pas le niveau de vie des citoyens américains. Pendant ce temps, l'Europe s'unissait, s'élargissait, s'ouvrait. L'Allemagne se réunifiait et les pays du Pacte de Varsovie tournaient le dos à la Russie et s'ouvraient à l'Occident et à

l'OTAN. La politique des Etats exerçait une grande influence sur les décisions des autres acteurs économiques.

La puissance militaire joue un rôle central dans l'économie mondiale. La « Pax americana », malgré les échecs du Vietnam, est toujours bien vendue nationalement et internationalement. Cependant, la puissance militaire a perdu son pouvoir destructeur ultime, l'arme nucléaire ne peut guère fournir la victoire contre un pays récalcitrant, tout au plus peut-elle l'empêcher de nuire. Cependant, l'empire américain permet de lutter contre l'anarchie mondiale et il fait respecter l'ordre. Les instances internationales sont au service des Etats-Unis¹¹. Les Etats-Unis ont soutenu la reconstruction de l'Allemagne et du Japon en vue de lutter plus efficacement contre l'URSS. L'indépendance nationale de nombre de pays était surtout feinte. Après la guerre du Vietnam, jusqu'en 1991 et la guerre contre l'Irak, les USA ont résisté à l'emploi de la force, même si Grenade et Panama sont deux contre exemples. L'Afghanistan, puis à nouveau l'Irak, ont validé l'hypothèse de l'hyperpuissance américaine dans une conquête d'occupation. Cependant, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'optimisme affiché du fait principalement de l'accueil hostile de la population autochtone, d'un armement inadapté, du coût d'une armée technologique qui ne considère plus ses militaires comme de la « chair à canons » et de l'impossibilité d'engager une politique d'occupation de ces territoires. Dans ce contexte, une guerre n'est plus vraiment gagnable, elle coûte trop cher ou alors elle détruit tout. L'échec américain en Irak et en Afghanistan a bien été enregistré, les coûts se sont concentrés sur les coûts d'opportunité, notamment les investissements sociaux.

En 2008, la crise économique et financière a frappé toutes les économies nationales, ce qui a soulevé à la fois la question des responsabilités, des moyens pour sortir de cette récession et du rôle de l'Etat. Toutes les règles de bonne gestion qui avaient donné tant de « crédit » aux économistes libéraux sont alors abandonnées et le système mondial est alors contraint à modifier les principes de l'optimum pour sauver ce qui peut d'abord être sauvé¹². Jusqu'à présent, les Etats ont préféré sauver les banques plutôt que les salaires, preuve s'il en est que le pouvoir d'Etat n'est pas aussi démocratique qu'annoncé dans une République. L'Etat a le pouvoir de choisir l'investissement (avant la consommation) par la force, mais il peut aussi laisser une génération épuiser les ressources nécessaires aux

¹¹ Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY.

Fontanel, J. (1995), *Les organisations économiques internationales*, Masson, Paris

¹² Fontanel, J. (2011), *Sécurité financière et sécurité internationale*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris, 2011.

Fontanel, J. (2010), *Financial and monetary crises*, Conférence Internationale de Saint-Petersbourg, organisé par le gouvernement de la République Fédérale de Russie avec l'ensemble des pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), Gouvernement de la Russie et Gouverneur de Saint-Petersbourg, May 2010, Saint-Petersbourg, Russia, **hal-02199882v1**

générations futures. Au fond, un choix démocratique peut aussi conduire à un effondrement économique.

La crise financière de 2008 était inévitable

Dans ce mouvement de mondialisation des actifs financiers souvent libellés en dollars, le triomphe de la cupidité¹³ qui porte aussi sur l'information asymétrique conduit les initiés à bénéficier de profits indus. L'exercice du jeu de casino sur l'épargne des autres favorise les crises d'endettement. La crise financière n'est pourtant trop souvent qu'une manifestation des crises réelles.

Crise des innovations financières fondées sur un profit rapide, mais précaire

Plusieurs économistes hétérodoxes ont tiré la sonnette d'alarme, de Baran et Sweezy à Minsky¹⁴. Pour Minsky, la stabilité intrinsèque du système capitaliste pose question, car les opérateurs cherchent toujours des rendements élevés, malgré l'importance des risques. Les paris spéculatifs, financés par des emprunts, transforment les positions couvertes en des positions aléatoires, mais très profitables, jusqu'à ce qu'il y ait défaut de remboursement. Dans ce cas, pour éviter l'effet domino de l'effondrement total, il est fait appel à l'Etat et aux banques centrales pour éviter les effets les plus graves de la crise. De fait, d'autres articles publiés dans des revues mineures, se sont inquiétés de l'augmentation du prix des logements au regard de celui du niveau général des prix. Il peut en résulter une bulle financière qui conduit au krach. Pour d'autres économistes¹⁵, l'analyse des relations comptables des USA mettent en évidence des déficits commerciaux trop importants. Cependant, le coût de la dette a nécessité un repli financier et une chute de l'activité, de la valeur des actifs et des recettes fiscales. Lorsqu'un indicateur s'écarte de ses valeurs antérieures, le risque de crise est alors accru, ce qui a été le cas en 2001 lorsque les investissements se sont repliés, conduisant les agents économiques à prendre leurs bénéfices sur les actions en Bourse. Avec la récession, le déficit public destiné à réactiver l'économie est inévitable, favorisant un endettement public rapidement jugé trop élevé, qui conduit à des actions erratiques de réduction des dépenses publiques et d'augmentations nouvelles des impôts.

En outre, la science économique dominante n'aborde jamais la question pourtant cruciale des ressources naturelles et de l'évolution de leurs quantités disponibles et de leurs prix. Avec les grandes entreprises engagées dans des productions fondées sur des systèmes à coûts fixes, une grande vulnérabilité se dégage face aux coûts des matières naturelles, aux conflits

¹³ Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité, Les liens qui libèrent, Paris.

¹⁴ Minsky, H.P. (2008), Stabilizing an Unstable Economy, McGraw-Hill, New York.

¹⁵ Godley, W., Papadimitriou, B., Zezza, G. (2008) Prospects for the United States and the World : A Crisis that Conventional Remedies Cannot Solve. Strategic Analysis, december.

mondiaux, aux anticipations complexes et croisées ou au terrorisme. En outre, les ressources rares sont financiarisées. En période de spéculation à la hausse des prix, les profits baissent et comme les producteurs sont étrangers il n'existe pas de rattrapage des profits, ce qui rend difficile l'estimation de la rentabilité des investissements de long terme.

L'effet du collier étrangleur¹⁶ intervient lorsqu'il y a une pénurie nette d'une ressource stratégique, avec une demande supérieure à l'offre au prix souhaité et lorsqu'une manipulation de l'offre peut naître par la thésaurisation ou la spéculation. Même le pic de production pétrolière mondiale peut servir pour influencer le cours des prix du pétrole. Dans ce cas, les prix peuvent augmenter très vite, ce qui provoque une récession par la perte de rentabilité des affaires. Le choix des ressources énergétiques renouvelable est bien ancré dans l'espace du développement économique, mais elles ne sont pas encore suffisamment importantes et compétitives pour réduire cette incertitude, malgré la présence d'un nucléaire qui, à terme, pose aussi des problèmes similaires. La fracturation hydraulique n'a pas encore prouvé son intérêt dans une perspective de long terme. On ne sait pas combien de temps les produits « rentables » vont durer. Le changement climatique lui-même n'a pas d'impact sur les décisions courantes des entreprises. Ses effets sont supposés à long terme, et donc négligeables aujourd'hui. En fait, les coûts des matières premières naturelles sont au cœur de la crise financière, même si la science économique dominante n'aborde jamais cette question.

L'essor de la finance internationale, dominée par les Etats-Unis, a été considérable et elle n'a pas été contrôlée¹⁷. Les firmes et banques internationales ont obtenu la déréglementation, la désintermédiation et le décloisonnement des marchés nationaux. Les fraudes financières ont été alors facilitées, notamment les fameux prêts Ninja (No INcome, no job Assets), une contrefaçon et une forme de blanchiment réalisée avec le concours des agences de notation et des banques de dépôt et d'affaires complices. Il s'agissait de mettre en place un objet contrefait, en cachant sa provenance et en lui donnant un certificat d'authenticité et en plaçant à Wall Street. Le risque de défaut a été rendu difficile à considérer par l'achat de CDS (crédit-default swaps) qui ont fait croire aux clients des banques que leurs investissements couraient très peu de risques. Les produits dérivés ont fait la fortune des uns a fait la ruine des autres. Si la titrisation a des vertus, ceux qui l'utilisent ne sont pas nécessairement vertueux, notamment lorsque de hauts rendements sont attendus des opérations ainsi engagées. L'aléa moral est alors poussé au plus faible point d'intensité et la responsabilité sociale des banquiers est alors volontairement supprimée. La fraude et la

¹⁶ Galbraith, Op. Cit. p. 109 et s.

¹⁷ Fontanel, J. (2005), La globalisation en « analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris, p. 250 et s.

déformation des faits étaient constantes dans la plupart des dossiers, seul le profit compte. Les titres dérivés ont trouvé alors des acquéreurs dans le monde entier. Cela a créé un environnement permissif sans moralité. Les instances comme la FED n'ont pas souhaité intervenir et toutes les barrières et protections antérieures ont été ainsi démantelées. Pour Stiglitz¹⁸, la prédation financière a été la règle, celle des riches contre les pauvres en faisant fi de toute considération morale. D'ailleurs l'école de Chicago ne considère-t-elle pas que l'objectif de tout investisseur est de faire du profit, en toute liberté, sans contrainte étatique, car l'hypothèse de rationalité parfaite des agents est toujours bien présente dans les choix de tous les agents.

Après la crise, il faut nettoyer les écuries d'un libéralisme irresponsable, mais la plupart des agents financiers et gouvernementaux sont responsables et, même, complices. Il s'agit même de minimiser la fraude, laquelle a permis des profits colossaux sur de mauvais actifs achetés dans le monde entier. Les autorités publiques sont directement et indirectement interpellées pour réagir, alors que les économistes se sont empressés de mettre la poussière sous le tapis pour s'auto accorder l'impunité¹⁹. L'Etat serait quand même responsable de n'avoir pas contrôlé les monopoles, les fausses concurrences, les interprétations fallacieuses des libertés. La recherche de la croissance immédiate à tout prix ne met jamais en évidence les inégalités de patrimoine et de revenus, l'exploitation intensive de richesses naturelles non renouvelables ou les questions de santé relatives aux productions et consommations issues du système, sans aucune vue à long terme sur le maintien des solidarités citoyennes ou internationales. Le pillage, devenu rationnel dans un monde libertaire, produit la perte de confiance et celle-ci conduit à des processus de récession et de conflits. Les entreprises cherchent à accroître leurs profits au détriment des contribuables (évasion fiscale), des salariés (mis en concurrence avec le moins-disant), des clients (obsolescence programmée ou produits de consommation aux ingrédients douteux) ou et leurs concurrents honnêtes. L'Etat ne manque pas d'avoir aussi des responsabilités, en réduisant le nombre d'agents destinés à lutter contre l'évasion fiscale ou les fraudes à la consommation. Dans ces conditions, l'économie de marché n'a plus de morale, ni de moteur, c'est même un facteur essentiel de la crise.

La violence de la crise

La crise va débuter en août 2007, elle s'est ensuite développée jusqu'en mars 2008, avec la faillite et la vente à prix bradé de Bear Stearns. Mais les gouvernants pensaient que les problèmes étaient gérables, malgré un ralentissement de la croissance. C'est en septembre 2008 que la faillite de Lehman Brothers, la chute de AIG, la vente de Merrill Lynch et la prise de

¹⁸ Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité, Ed. Les liens qui libèrent.

¹⁹ Galbraith, Op. Cit., chapitre 9.

contrôle de Fannie Mae et de Freddie Mac par l'Etat que l'effolement gagna le monde. Les fonds communs de placement quittèrent les banques d'affaires pour se réfugier dans les banques de dépôts (les plus grandes) avec leurs avoirs garantis. L'accès au dollar s'est tari dans le monde, provoquant une hausse inattendue du dollar. La question était alors, pour Henry Paulson, secrétaire au Trésor, d'éviter que les grandes banques s'effondrent du fait de l'importance des mauvais titres qu'elles détenaient. La panique réduite, on a assisté à la raréfaction des nouveaux prêts, la baisse de la valeur des actifs immobiliers et à peur des ménages dorénavant engagés dans un lent processus de désendettement.

Les économistes ne changèrent pas pour autant le contenu de leurs modèles, n'étant toujours pas capable d'analyser la crise financière. Ils prédisaient toujours qu'après la pluie vient le beau temps et tout reviendrait à la normale du fait même des mécanismes rééquilibrants de l'économie. Le CBO considérait même que sans rien faire le sentier de la croissance réapparaîtrait dès 2015. L'histoire statistique faisait ainsi ses prévisions comme si tout était normal. Tous les économistes ont suivi cette voie, soit parce qu'ils étaient payés par les banques, soit parce qu'ils souhaitaient rester dans la norme (universitaires, souvent). Nouriel Roubini avait été l'un des rares à contester ce résultat, mais son influence était pour le moins réduite. L'optimisme permettait d'éviter les rumeurs sur les nationalisations comme solutions. La fidélité n'est pas nécessairement la vérité, si chacun commet une erreur. Pour les économistes, la reprise était automatique et donc inéluctable, sur la base de réflexions faisant état du PIB potentiel et du taux de chômage naturel (NAIRU, nonaccelerating inflation rate of unemployment). S'il y a chômage, les salaires vont baisser et si l'emploi revient à la « normale », la production retrouvera son niveau potentiel. Le NAIRU est un concept utile pour les Etats pour ne rien faire en cas de chômage élevé, comme l'indiquait la prévision Romer-Bernstein (p.195). Les modèles à moyen terme soulignent que les plans de stimulation conduisent à de petites pertes à plus long terme, car il en résulte une hausse du taux d'intérêt et des effets d'éviction. La Présidente du CEA a réclamé un plan d'expansion de 1000 milliards de dollars, Lawrence Summers proposait 800 milliards de dollars sur deux ans. Il fallait trouver un programme qui produise le meilleur « more bang for a buck ». La loi a permis de maintenir des emplois d'enseignants, policiers, pompiers, etc., mais elle n'a rien ajouté à l'économie qu'elle n'avait déjà. L'erreur des prévisions était flagrante, la croissance n'a jamais dépassé 2,5 %. Or, l'avenir ne se conforme pas nécessairement aux valeurs du passé et les prévisions ont été contre-productives. La FED a alors réduit le taux d'intérêt à zéro, donné des liquidités aux banques et nourrit le système financier international. Le programme de sauvetage des actifs à problème (Troubled Asset Relief Program, TARP), 700 milliards de dollars, était politique. Les enchères ne

pouvaient pas fonctionner. En fait, il s'agissait d'une quasi nationalisation improvisée (201). La garantie des dépôts est passée de 100000 à 250000 dollars. Le Trésor a profité du TARP pour prendre des participations dans les grandes banques, ce qui leur a fourni le capital nécessaire pour respecter les nouvelles réglementations. D'autres fonds ont été versés à Goldman and Sachs, Morgan Stanley et autres banques étrangères pour payer à leur prix nominal les dérivés sur événements de crédit du géant de l'assurance AIG. La Banque centrale elle-même a créé son propre fonds de soutien aux actifs toxiques. La FED a procédé aussi à des swaps de devises (600 milliards de dollars) avec les banques centrales étrangères, ce qui a fait monter le dollar par rapport aux grandes monnaies internationales.

Fin 2009, avec les tests de résistance (stress tests), le gouvernement voulait montrer qu'il n'allait pas étatiser, ni laisser les banques tomber en faillite. Le cours des actions bancaires ont alors connu une ascension spectaculaire. Ce grand sauvetage financier a permis aux banques de continuer leurs affaires, sans contrainte d'activité ni de rémunérations. Les abus ont été considérables, mais le système a bien résisté dans le cadre d'une prévarication organisée. Le système bancaire a survécu. La FED a continué ses programmes s'assouplissement quantitatifs (quantitative easing) d'achats permanents d'actifs financiers au système bancaire, notamment les titres adossés aux prêts hypothécaires. C'était plus un soutien aux banques qu'à l'économie américaine. Cinq ans durant, les banques n'avaient pas repris leurs activités de prêts aux entreprises et aux ménages. Le crédit demande une solvabilité et un revenu sûr. Il faut aussi des esprits animaux. Or, la crise a bloqué les agents économiques, conscients des risques. Les banques ont cherché d'abord à reconstituer leurs fonds propres en empruntant à bas prix à la banque centrale et en empruntant à plus long terme à un taux plus élevé. Elles disposent de deux outils : le coût des fonds qu'elle perçoivent du FED et les taux d'intérêt du Trésor. C'est une courbe des taux positive, qui permet de gagner de l'argent sans risques. Le but était donc bien de sauver les banques. Le plan de relance ARRA a concerné 2% du PIB pendant 2ans, pour un déficit du PIB estimé à 6 % pendant 3 ans. Le déficit public du budget fédéral a alors fortement augmenté. 10 % des revenus privés ont été perdus pendant la crise, mais elles ont été compensées aux trois quarts par la force stabilisatrice du budget de l'Etat fédéral. Au fond, l'Etat social a combattu cette dépression, grâce aussi à ses programmes Social Security, Medicare, Medicaid, assurance chômage, assurance invalidité, bons alimentaires, structure progressive de l'impôt sur les revenus. C'est le secteur public qui a sauvé le secteur privé, au prix d'un fort endettement.

Pour le Conseil des Relations Extérieures, la croissance dépend de la population, de l'épargne et de la technologie. En prolongeant le sentier de la croissance, il conclue que le New Deal n'a pas été le moteur de la reprise économique, qu'il l'a au contraire gênée. Il a permis la cartellisation et

l'augmentation des salaires, ce qui, à terme, a réduit la croissance. En 1935, les salaires étaient 25 % trop onéreux au regard de ce que l'on aurait obtenu sans cette loi. Pour Cole et Ohanian²⁰, la reprise complète est le retour à la courbe antérieure, celle des folles années 1920 pour les Etats-Unis. La récession de 1937-1938 n'est pas due à la décision de Roosevelt de réduire les déficits publics, mais plutôt à l'augmentation excessive des salaires. Pour Krugman²¹, cette récession, qui a conduit à un chômage de 10 % de la population active (sans les emplois des programmes fédéraux d'urgence qui employait 7 % de la main d'œuvre et qui a permis de développer des routes, parcs, ponts, écoles ou hôpitaux) a trouvé une solution grâce à la guerre. Ce type de modèle est évidemment inadéquat pour faute des analyses scientifiques satisfaisantes.

Quand il y a croissance, la pauvreté est normalement réduite. Quand les Etats s'enrichissent, ils développent les services publics et les programmes de protection sociale (pas toujours selon moi). Ils financent les services publics collectifs. Certes, les transferts sociaux sont un poids pour l'économie nationale, ils n'ajoutent rien au PIB (au moins à court terme), sauf la qualité de son utilisation dans un cadre démocratique, comme la santé, le bien-être et le retour à des formes d'égalité démocratique. L'optimum pour les entreprises, n'est pas celui des salariés. L'optimum économique pour l'Etat n'est pas la croissance la plus forte, mais celle qui est soutenable.

Pour Alan Greenspan²², les entreprises nageaient dans les liquidités, mais ne souhaitaient pas investir, au regard des incertitudes et de l'activisme généralisé de l'Etat pour accélérer la reprise économique (216). Les actions de l'Etat finissent par entraver les marchés au lieu de leur donner de la force. L'ARRA (American Recovery and Reinvestment Act) est discutable, comme l'a été le New Deal. La moitié du déficit d'investissement en capital après la crise s'explique par les incertitudes créées par l'Etat dans les environnements concurrentiels, financiers et réglementaires dans lesquelles étaient les entreprises après la chute de Lehman Brothers (14). C'est donc la faute d'Obama. Le mandat de Greenspan était donc parfait, sans bulle, en laissant fonctionner normalement le marché. Ce qui est historiquement faux, bien sûr.

Pour Alesina et Ardagna²³, sur la base de statistiques mondiales, les changements de politique budgétaire sont de deux ordres, soit des plans de stimulation (pour combattre la récession), soit d'ajustement (pour réduire les déficits et la dette publique). Ils concluent que les stimulations budgétaires

²⁰ Cole, H.L., Ohanian, L.E. (1999), *The Great Depression in the United States from the Neoclassical Perspective*, FED of Minneapolis Quarterly Review, Vol. 23.

²¹ Krugman, P. (2012), *Sortez-nous de cette crise maintenant !*, Flammarion, Paris.

²² Greenspan, A. (2011), *Activism, International Finance*, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).

²³ Alesina, A., Ardagna, S. (2010), *Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending*, in Brown, J.R., *Tax Policy and the Economy*, vol.24, University of Chicago Press, Chicago.

réussies passent d'abord par des réductions d'impôts, plutôt que par une augmentation des dépenses. Puis par une réduction des dépenses. Il faut donc couper les dépenses sociales. Est-ce que la stimulation et l'ajustement sont suivis par une nouvelle croissance économique ? Là encore, la réduction d'impôt est préférable. Un regard sur l'échantillon montre que ces résultats sont plutôt avérés dans les petits pays, mais pas du tout pour les grands pays. Il n'y a aucun exemple d'austérité expansionniste en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Italie ou aux Etats-Unis.

Reinhart et Rogoff²⁴ montrent le caractère courant des crises financières. Ils mettent en évidence qu'un rapport dette publique/PIB supérieur à 90 % est associé à une forte réduction du taux de croissance. Il a été démontré que les erreurs numériques modifiaient les résultats. Ce seuil a disparu comme norme.

Des leçons trop vite oubliées

L'économie n'est pas à l'équilibre spontanément, il n'y a pas de trajectoire de croissance antérieure qui aurait été condamnée par l'intervention de l'Etat. En effet, L'équilibre suppose aussi la durabilité, à condition que les finances publiques soient équilibrées elles-mêmes. Il faut donc revoir les avantages sociaux. Les plans de stimulation sont financés par de la dette publique, créant des effets d'éviction. La dette de l'Etat absorbe l'épargne des particuliers et des entreprises. L'Etat donne d'une main ce qu'il reprend de l'autre²⁵, comme l'indique Eugene Fama, prix Nobel d'économie. La dette publique représente aussi une partie de la fortune financière nette du secteur privé. Les Etats-Unis disposent même du privilège du dollar comme monnaie internationale. La plupart des pays conservent des dollars comme instrument de réserve, sans aucun coût. Les Etats-Unis doivent avoir un déficit commercial pour que les autres puissent s'offrir les bons du Trésor dans leurs réserves. Si le déficit n'est pas assez important, le dollar prend alors de la valeur. Face à la demande, une augmentation de celle-ci augmente le cours et fait diminuer les taux d'intérêt. Pendant la crise de 2008-2009, les acteurs économiques se sont séparés de leurs autres valeurs pour conserver le dollar, il en a résulté une hausse du dollar, lequel avait été à l'origine de la crise. Il a fallu engager une opération swaps (600 milliards de dollars) avec les banques centrales étrangères pour régler cette question. Pour les Etats-Unis, la dette publique n'est donc pas insoutenable. L'Etat peut toujours contrôler la devise dans laquelle ses bons sont émis et les payer en liquide. Un défaut de paiement de l'Etat américain sur ses bons en dollars est impossible et le mot faillite n'est donc pas applicable.

²⁴ Reinhart, C.M, Rogoff, K.S (2010), Growth in a Time of Debt, NBER, Cambridge, MA, January.

²⁵ Fama, E.F. (2009), Bailouts and stimulus plans, January, 13.

www.dimensional.com/famafrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

Les risques sont l'inflation et la dépréciation du dollar. L'une et l'autre réduit l'intérêt réel des bons d'Etat. Il faut toujours craindre l'inflation, notamment à cause du pétrole. Cependant, ni l'un ni l'autre n'est insoutenable. Les marchés ne feront monter les taux à long terme que s'ils pensent que la FED va relever les taux à court terme dans l'avenir. « La position financière mondiale des Etats-Unis exige que l'Etat américain ait un déficit budgétaire substantiel et une dette nationale croissante, afin de fournir les actifs en dollars qu'il souhaite détenir, le taux d'intérêt restant sous contrôle de la FED. La dette ne peut plus être incontrôlable. Il n'y a pas d'apocalypse financière à attendre des Etats-Unis. Il faut surtout s'attacher à redistribuer le revenu au sein même du secteur privé. C'est la base d'un monde plus serein, disposé à faire des efforts au regard d'un projet de vie sans privilège.

Les crises économiques ne se sont pas éteintes comme par enchantement. Les crises grecque, irlandaise, espagnole, portugaise et italienne ont frappé tous les citoyens de ces pays. La Grèce a un secteur public trop lourd, un système fiscal inégalitaire, une culture indolente. La spéculation de l'immobilier en Irlande a échappé au contrôle, comme l'Espagne souffre de l'immobilier résidentiel, alors que l'industrie portugaise n'est pas compétitive. Ce n'est qu'une partie de la vérité. La crise implique des réformes, il faut plus travailler, alors que le chômage est croissant. La confiance est accordée par les marchés du crédit. La zone euro favorise un déséquilibre commercial massif en faveur de l'Allemagne, avec une incapacité à s'ajuster au regard de la stabilité et de la rigidité de l'euro. Même dans le domaine des produits agricoles, les pays du Nord sont plus efficaces que les pays du Sud, du fait de l'avance technologique et organisationnelle. En revanche, une partie non négligeable des Allemands travaille pour des salaires très bas, souvent des immigrés. Ce scénario avait été prévu par la zone euro, avec des institutions comme les fonds structurels, la BCI ou le Fonds européen d'investissement, mais leur rôle n'a pu empêcher le rouleau compresseur allemand. Lorsque les taux d'intérêt étaient faibles, les problèmes étaient solvables. Quand la situation s'est tendue, le remboursement des dettes était impossible. Pour sauver les banques, des prêts leur ont été accordés, créant ainsi un passage d'une dette privée à une dette nationale. La politique allemande d'un développement industriel compétitif, avec une faible croissance des salaires et une politique macroéconomique restrictive a joué un rôle décisif. Les banques françaises et allemandes ont prêté de l'argent. Pour l'Allemagne, toute mesure pour combattre la crise doit être acceptable par ses grandes banques. Les réformes sont indiscutables, avec la fin de toute politique monétaire adaptée pour chacun des pays. Il est alors demandé aux pays du Sud de baisser les salaires et de redevenir compétitifs. Le cadre monétaire rigide n'est pas de ce fait remis en question.

Pour les Keynésiens, il faudrait que l'Allemagne abandonne sa politique d'austérité, en augmentant les salaires et les emplois. Alors l'excédent commercial diminuera et le problème serait alors réglé dans la facilité. La zone euro s'impose une contrainte que les Etats-Unis n'ont pas, tous ses membres sont des Etats spécifiques, avec leur langue, alors qu'aux Etats-Unis le passage d'un Etat fédéré vers un autre Etat fédéré ne pose aucun problème. L'Europe n'a pas de stabilisateurs automatiques efficaces pour les Etats les plus faibles. Aux Etats-Unis l'endettement est d'abord privé et il peut passer devant les tribunaux. En Europe, les dettes nationales sont dues aux banques, aux fonds de pension ou à la BCE. Les Etats débiteurs sont tenus par leurs créanciers. Chaque nouvelle mesure d'austérité aggrave le problème. Or, les pays concernés sont relativement pauvres, avec un essor social relativement faible. Les mesures d'austérité sont alors très difficiles à supporter. Il en résulte l'émigration des diplômés, le chômage, peu d'IDE. Une explosion politique dramatique peut être attendue, en cas de demandes successives des pays concernés qui toucherait les intérêts des grands pays. Si la Grèce s'effondre, d'autres pays suivront. Lorsque la crise apparaît, les petits pays sont les premiers touchés, ils vendent de la créance grecque pour les bonds du trésor américain ou les Bunds allemands. La zone euro veut rester « une et indivisible », mais il n'y a pas de récompense pour la vertu lorsque la sécurité est recherchée.

En conclusion

Les théories de la croissance ont oublié l'analyse des coûts et des rentes des ressources naturelles. Aujourd'hui, le capital fixe et la technologie intégrée sont essentiels, mais le coût des ressources, l'évasion fiscale et la corruption fragilisent le système. Quand les conditions changent, ces systèmes sont mis en danger, favorisant la fraude ou le pillage. Le système est fort, mais il est aussi très fragile. Pour Krugman ou Stiglitz, il suffit d'une volonté politique face à l'insuffisance de la demande effective globale par les dépenses de l'Etat, contre les faucons du déficit et les hystériques de la dette. Cette position est utile à court terme, mais elle n'est pas suffisante pour James Galbraith.

- Les prix de l'énergie sont sinusoïdaux, avec un accaparement de la rente par quelques uns. L'instabilité des prix dissuade les investisseurs privés et ralentit l'activité économique. L'avenir du gaz de schiste crée une nouvelle instabilité eu égard à son coût de production.
- L'économie mondiale n'est plus sous le contrôle financier et militaire des Etats-Unis, même si la position financière mondiale des Etats-Unis reste enviable.
- Les changements technologiques radicaux détruisent les positions antérieures. Les nouvelles technologies tuent plus d'emplois qu'elles n'en

créent, notamment dans le domaine de l'information. Elles réduisent le champ économique rémunérée et rentable. Les programmes de dépenses publiques ont du mal à produire des effets, sauf si la lutte contre le chômage est recherchée.

- Le secteur financier privé a cessé d'être un moteur de la croissance depuis la crise de 2008. Les banques sont des intermédiaires financiers, mais il leur faut financer les entreprises et les ménages. Or, les banques servent souvent à concentrer le contrôle et le pouvoir, en utilisant des personnes très compétentes à des fins collectivement réduites en termes d'avantages collectifs. Peut-on vivre sans banque ? On pourrait nationaliser leurs fonctions ou les municipaliser ?

- Les violentes inégalités sociales remettent en cause la démocratie. L'Etat doit activement y participer. Malheureusement, l'Etat dispose de gouvernements et de parlements très sensibles au lobbying des firmes multinationales qui, pour autant, bénéficient des paradis fiscaux pour ne pas remplir leur devoir de citoyen en payant les impôts votés par la représentation nationale. Les rémunérations de la ploutocratie financière devraient être remises en question. La mondialisation favorise l'optimisation fiscale et les actionnaires ne se sentent plus vraiment des citoyens d'un pays. Il faudrait que l'Etat soit plus libre dans ses actions pour limiter le pouvoir de la propriété, qui a surtout des droits et peu de devoirs et obligations. Il faut tenter de réduire l'importance financière des rentes économiques, les protections des brevets, des copyrights et modifier les droits de succession. Plutôt que contester la protection sociale, il faudrait réfléchir à la redistribution des revenus au profit du travail.

Pourquoi ne pas vivre dans un monde sans croissance ? Il faut viser plutôt la croissance lente. Avec la montée des coûts des matières premières, il faut réduire l'échelle de nos dépenses, notamment publiques. A-t-on encore besoin de tanks, d'avions de combat, à quoi sert l'armée de terre, comment limiter la Navy ? Les principaux dangers sont écologiques, climatiques et l'épuisement des sols. Certes, le système socialiste vivait avec des coûts fixes élevés, la planification avait de grands défauts, mais la politique et l'arbitrage financiers ne donnent pas de meilleurs résultats.

Références

Alesina, A., Ardagna, S. (2010), Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending, in Brown, J.R., Tax Policy and the Economy, vol.24, University of Chicago Press, Chicago.

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.

Choubaeva, V., Fontanel, J. (2015), *Les pays filous, ou les paradis fiscaux (en russe)*, Academy of Sciences, Sociological Institute, Saint-Petersbourg, 2015. **hal-01939424v1**

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in *La question politique en économie internationale* (Eds. Berthaud, Kebabdjian), la Découverte, Paris.

Fama, E.F. (2009), *Bailouts and stimulus plans*, January, 13.
www.dimensions.com/famafrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). *La guerre économique*. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J. (1995), *Les organisations économiques internationales*, Masson, Paris

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. Géoéconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris, p. 250 et s.

Fontanel, J., Samson, I. (2007), *Ethique, solidarité et économie mondialisée*, in « Questions d'éthique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Fontanel, J. (2009), *Les organisations non gouvernementales, ou la lutte contre la pauvreté et la dignité de l'homme* in Fontanel, J., Bensahel-Perrin, L., Corvaisier-Drouart, B. *Les Organisations Non Gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire*, L'Harmattan, 2009

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2010), *Financial and monetary crises*, Conférence Internationale de Saint-Petersbourg, organisé par le gouvernement de la République Fédérale de Russie avec l'ensemble des pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), Gouvernement de la Russie et Gouverneur de Saint-Petersbourg, May 2010, Saint-Petersbourg, Russia, hal-02199882v1

Fontanel, J. (2011), *Sécurité financière et sécurité internationale*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris, 2011.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). *For a general concept of economic and human security*. In *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*. Emerald Group Publishing Limited.

Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris.

Godley, W., Papadimitriou, B., Zezza, G. (2008) *Prospects for the United States and the World : A Crisis that Conventional Remedies Cannot Solve*. Strategic Analysis, december.

Gordon, R. (2012) *Is US Economic growth over ?*, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

Greenspan, A. (2011), Activism, International Finance, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2015), Le PIB, a signification et ses limites, in « Relations internationales contemporaines, (J-F. Guilhaudis), LexisNevis, Paris.

Krugman, P. (2012), Sortez-nous de cette crise maintenant !, Flammarion, Paris.

Minsky, H.P. (2008), Stabilizing an Unstable Economy, McGraw-Hill, New York.

Reinhart, C.M, Rogoff, K.S (2010), Growth in a Time of Debt, NBER, Cambridge, MA, January.

Saez, E., Zucman, G. (2020), Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie, Le Seuil, Paris.

Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité, Les liens qui libèrent, Paris.